

PREFECTURE DU VAR

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

3ème Bureau

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU VAR, Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article 23,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,

VU le rapport de l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des Installations Classées en date du 6 juillet 1988,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

- A R R E T E -

Article 1er. :

La S.A.R.L FAYENCE ASSAINISSEMENT, dont le siège social est Quartier Saint Eloi à FAYENCE est mise en demeure de respecter les prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral en date du 21 août 1986 qui réglemente les conditions d'exploitation, au titre de la législation sur les installations classées, de l'installation d'élimination par épandage sur le sol, de matières de vidange provenant des fosses d'aisance et de déchets liquides provenant des installations classées de la parfumerie CHAUVET, qu'elle exploite au Quartier du jas de la Maure sur le territoire de la commune de TOURRETTES :

- immédiatement en ce qui concerne l'article III.D.4.C imposant notamment de ne pas dépasser la capacité d'absorption des sols, et à cette fin, de cesser ou de réduire en tant que de besoin le volume des effluents apportés dans les lagunes actuelles,
- dans un délai de quatre mois pour ce qui concerne tous les autres articles de cet arrêté préfectoral.

Article 2. :

L'exploitant est informé que s'il ne défère pas à la présente mise en demeure, dans les délais fixés, le Préfet pourra :

- soit faire procéder d'office, aux frais de votre société à l'exécution des mesures prescrites,
- soit obliger votre société à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux,

.../...

- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées.

et ce en application des dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Article 3. :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Draguignan, M. l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des Installations Classées et M. le Lieutenant Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à M. le Maire de Tourrettes.

Toulon, le 25 JUIL. 1988

LE PREFET,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

Pour Ampliation

Pour le Sous-Préfet
Le Secrétaire en Chef



Robert ROUGE

Signé : Bernard DANEE